

PCF

Parti Communiste Français

# L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 4 au 17 novembre 2013 – n°136

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Crise à tous les étages Maurice Ulrich

La seule chose positive qui soit arrivée au gouvernement depuis des semaines est bien la libération des otages au Niger. Mais songerait-il à en tirer quelque profit politique que ce serait vain et lu aussitôt comme une faute morale et politique, tant il est dans la nasse. La nouvelle reculade du gouvernement sur l'écotaxe n'est pas, contrairement à ce que Jean-Marc Ayrault tente d'accréditer de manière dérisoire, un acte de courage.

Elle est un corollaire de ce qui semble devenu un théorème de l'impuissance. À savoir qu'à mesure que se creuse un fossé entre le gouvernement et les aspirations du peuple de gauche qui l'a élu, la droite et le Medef deviennent plus arrogants et en demandent toujours plus.

La force d'un gouvernement ne réside pas dans sa capacité à faire des courbettes devant ceux qui le combattent. Elle est de s'appuyer sur la souveraineté populaire, et c'est ce que le président de la République et le premier ministre ont écarté d'emblée, ce n'a pas été leur choix. Les éditorialistes de la droite peuvent bien parler aujourd'hui de paralysie car, de fait, ils ont raison, et nous sommes entrés dans une crise politique sérieuse et inquiétante qui ne peut que s'aggraver dès lors même que le dernier atout de François Hollande, l'inversion de la courbe du chômage, fût-ce par des emplois aidés, semble bien en passe de lui échapper.

Mais cette crise politique est aussi une crise des valeurs et une crise morale dont témoigne évidemment la montée du FN dans les sondages dont certains veulent inférer de sa respectabilité, mais pas seulement. Le manifeste « des 343 salauds » qui fait l'actualité depuis hier autour du débat sur la prostitution en est à sa manière un exemple. Non par ce qui serait une contribution dans un débat complexe, car on sait que la répression en la matière peut se traduire par une fragilisation de la position des prostituées elles-mêmes, mais par ce qu'il signifie. En choisissant de reprendre les termes mêmes du Manifeste des 343 salopes de 1971, les signataires inversent ce qui était une manifestation courageuse et progressiste des femmes pour la liberté d'elles-mêmes, en un symbole de leur oppression et de l'exploitation de leur corps. C'est bien en effet, un manifeste de salauds, mais au sens littéral. Il fait de ce point de vue cause commune avec l'expression au grand jour d'une extrême droite et d'une droite de plus en plus « décomplexées » qui n'hésitent plus à recycler leurs thèses les plus réactionnaires, qu'il s'agisse de racisme ou d'économie. Dans ces conditions le fait que le seul membre du gouvernement qui semble tirer son épingle du jeu soit le ministre de l'Intérieur ne fait que confirmer ce diagnostic pessimiste de la situation. Car chacun peut et doit se le demander : en quoi utiliser les Roms comme des épouvantails et expulser une collégienne est-il de nature à régler les problèmes du pouvoir d'achat, du chômage, de l'industrie, de l'impôt ?

Au point où nous en sommes, faute d'attendre par le haut un changement de cap, il faut sans doute l'impulser d'en bas. Les élections municipales ne doivent pas être la chronique des défaites annoncées. Elles peuvent être l'occasion pour les hommes et les femmes de gauche, avec des équipes rassemblées sur des contenus, d'exprimer et de mettre en œuvre des choix politiques transformateurs. Les tensions entre les forces du Front de gauche sont sans doute, de ce point de vue, devenues trop vives. Elles ont la lourde responsabilité de ne pas décevoir l'espoir.

## SOMMAIRE

P1 Édito - Sommaire

P2 Agenda

P3 Tribune 343 salauds : « 343 réacs, sexistes et machistes » - Écotaxe : « Le gouvernement doit cesser sa politique à la petite semaine » - Assassinat de deux journalistes de RFI au Mali :

« l'effroi » - Colonies/Palestine : Le PCF condamne l'attitude et l'action du gouvernement Netanyahu

P4 Les employés du Lutetia ne sont pas des salariés Kleenex – Le PCF salue le courage des otages libérés et de leur familles - Investiture FN de Marionnaud à Clamart : « un fumet peu ragoutant » - Théo Vial-Massat "Le PCF perd un grand dirigeant politique, un camarade respecté, un homme simple et chaleureux" - Huma dimanche du 31/10

P5 Retraites, emploi : un aveuglement coupable pour les jeunes - Pour Khatchik, Leonarda et tous les citoyens de seconde zone, on ne lâche rien !

P6 j República, poder popular y educación publica ! - Un véritable statut professionnel pour les diplômés - Expulsion d'un camp de Roms à Lille

P7 Conseil Régional Rhône-Alpes : vœu de l'exécutif relatif à l'assurance-maladie des frontaliers travaillant en Suisse, voté par le Front de Gauche

P8 Bonnets rouges et écotaxe : justes combats et faux-semblants - Incendie de l'incinérateur de Fos. Le Député-Maire de Martigues inquiet - Le chômage en Haute-Savoie

P9 L'embargo étasunien contre Cuba condamné pour la 22ème fois par l'Assemblée générale de l'ONU

P10 Jean-Luc Mélenchon est en colère ! - La « leçon de choses » d'un député « ordinaire »

P11 Pour le service public SNCF, les JC du XVème à la rencontre des usagers contre la "réforme ferroviaire" - DRACULA CONTRE LES PEUPLES - Aidons l'Huma !

P12 UNE GRANDE AMBITION POUR LE FRONT DE GAUCHE



## Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30 Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Lundi 4 novembre 20h Conférence débat Diderot Passion et passage de la connaissance Espace Rencontre Annecy Le Vieux

**Mardi 5 novembre manif à Roanne pour les libertés syndicales**

19H Immeuble le Rabelais - Salle de Réunion 4ème étage 21 Route de Frangy à Meythet compte rendu conférence au musée de la Résistance à Lyon, sur l'évolution de la situation au Chili dont nous connaissons la tragédie survenue il y a 40 ans.

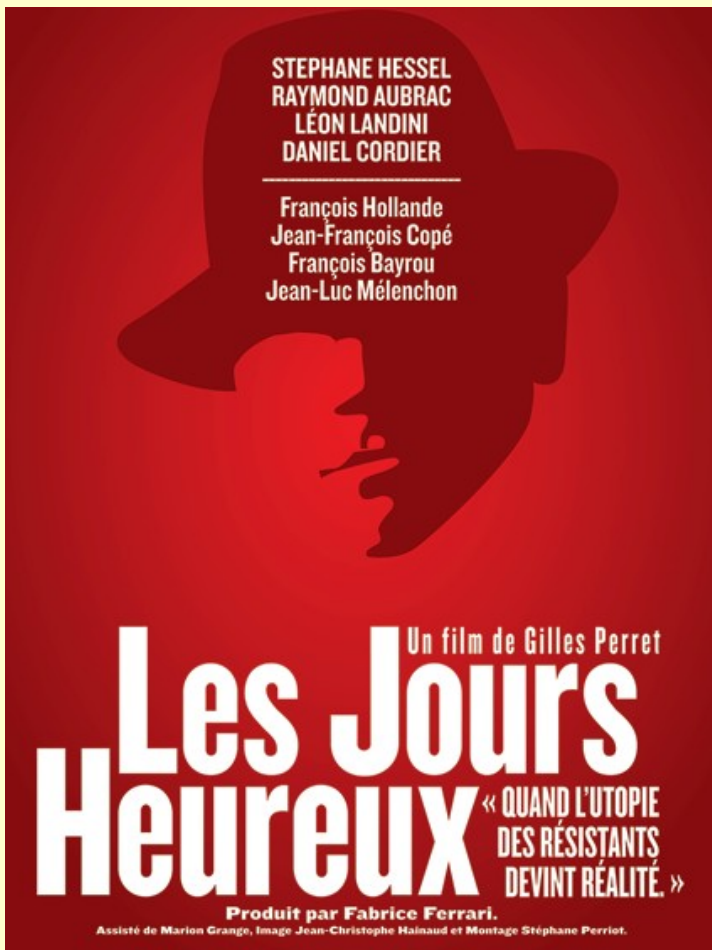
19H réunion les Amis de la Terre 74

18h30-20h Café « Les Trois Nords » à Bonneville Débat « Le développement durable, un phénomène de mode ? » Avec Corinne Gatineau, Sté Alvéole

18h Chambéry Rassemblement place de la préfecture en soutien à Léonarda et à tous les jeunes en formation en situation irrégulière !

Mercredi 6 novembre 19H Repaire Là-bas si j'y suis Le Dersim Meythet

### Sortie nationale



Entre mai 1943 et mars 1944, sur le territoire français encore occupé, seize hommes appartenant à tous les partis politiques, tous les syndicats et tous les mouvements de résistance vont changer durablement le visage de la France. Ils vont rédiger le programme du Conseil National de la Résistance intitulé magnifiquement : « Les jours heureux ».

Ce programme est encore au cœur du système social français puisqu'il a donné naissance à la sécurité sociale, aux retraites par répartition, aux comités d'entreprises, etc.

20h Alterlocal Projection de "La parade" En voulant sauver son pitbull chéri et contenter sa fiancée capricieuse, Lemon, parrain des gangsters de Belgrade, se voit obligé d'assurer la sécurité de la première Gay Pride de Serbie.

20h Ciné-débat Le Parnal Thorens The land of Hope Le débat sera animé par Pierre Ferrandon, anciennement de la CRIIRAD

14h comédie poético-écologique "Korowai, les étoiles plein la tête" à l'Espace Vélodrome 60 chemin Mère-Voie Plan-les-Ouates (Suisse voisine)

Jeudi 7 novembre réunion Chaîne Humaine contre les haines

19h comédie poético-écologique "Korowai, les étoiles plein la tête" à l'Espace Vélodrome 60 chemin Mère-Voie Plan-les-Ouates (Suisse voisine)

**Vendredi 8 novembre réunion Gauche En Marche**

18h30 à la MJC d'Annemasse, rue du 18 août 1944 réunion d'information organisée par la MJC Romagny sur organise le défi "Familles à Énergie Positive" de l'association Prioritaire. Pour plus d'informations sur ce défi : <http://www.familles-a-energie-positive.fr>

**Samedi 9 novembre réunion cellule PCF de Cran-Gevrier**

9 novembre de 9 h à 12 h, Une formation "NUCLEAIRE" sera dispensée à la maison des associations, 23 allée des Harmonies à Cran-Gevrier. Les personnes intéressées non inscrites à ce jour sont priées de le faire à [contact@amisdelaterre74.org](mailto:contact@amisdelaterre74.org). Ensuite repas canadien pris en commun, puis stand NUCLEAIRE à Annecy au Puits St-Jean à partir de 14 h 30.

Du 9 au 22 novembre : 13<sup>e</sup> rencontres du film des RESISTANCES. 25 films projetés à Thônes et dans 15 salles alentour, dont la Turbine à Cran, l'Auditorium à Seynod, le Parnal à Thorens, etc...(Pierre Rabhi « Au nom de la Terre », « Les jours heureux », « Free Angela »)... [www.rencontres-resistances.com](http://www.rencontres-resistances.com)

**Dimanche 10 novembre et lundi 11 actions Gauche En Marche**

mardi 12 novembre 21h Chambéry cinéma l'Astrée, projection du film "ROUTE 60" ( <http://www.ldh-france.org/La-LDH-soutient-le-film-Route-60.html> ) en présence de son réalisateur. Avec la Ligue des Droits de l'Homme et le CCFD Terre Solidaire et l'association France Palestine Solidarité.

Mercredi 13 Novembre réunion Chaîne Humaine contre les haines

De 14h30 à 18h30 Complexe Martin Luther King Rue du Dr Baud, Annemasse K'ESS qui s'agit ? L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) fait du bruit sur le territoire du Grand Genève ! Venez partager avec nous vos idées, vos projets, vos envies pour un territoire partagé aux valeurs sociales et solidaires

19h30 Salle Pierre Lamy Annecy Soirée Film / Conférence La sauvegarde des biens communs, le bien vivre : utopie et / ou projet politique? Projection du film "Le bien commun : l'assaut final" suivie d'une conférence de Paul ARIES,

Du 13 au 16 novembre : Festival de l'économie, pour l'éveil des consciences. Cafés de l'économie, films/conférences, spectacle/humour, théâtre/débat. site [www.festivaldeleconomie.org](http://www.festivaldeleconomie.org)

Du 13 au 17 novembre, 29<sup>e</sup> édition du festival de LA BIOLLE CINEMA ET RURALITE 13 films engagés sur 5 jours, de nombreux invités dont 4 réalisateurs, (Pierre Rabhi « Au nom de la Terre », « Riz amer », « Les moissons du futur », « Belle et Sébastien » de J J Vannier) et bien d'autres... [www.cinerural-labiolle.org](http://www.cinerural-labiolle.org)

JEUDI 14 NOVEMBRE A 19 h 30 AU CINE NOVEL : "fabriqué pour être jeté : l'obsolescence programmée », film/docu + conférence de Serge Latouche. Soirée parrainée par LES AMIS DE LA TERRE

20h Alterlocal Jelly Rodger Show. Un interlude interventif d'absconnerie libertineuse, interprété par Seream & Mr. T

**Vendredi 15 novembre réunion Gauche En Marche**

20h30 Aix les Bains cinéma Victoria, projection du film "ROUTE 60" en présence de son réalisateur. Avec la Ligue des Droits de l'Homme et le CCFD Terre Solidaire et l'association France Palestine Solidarité.

SAMEDI 16 NOVEMBRE Mobilisation pour l'environnement, rando/pique-nique pour la qualité de l'air en Haute-Savoie. Montée à pied du viaduc des Egratz jusqu'à la gare de Servoz. RDV à 11 H 30 à l'aire de régulation de Passy, redescende en train. Organisée par l'Association pour le Respect du Site du Mont-Blanc [www.arsmb.com](http://www.arsmb.com)

20H Théâtre Renoir « Avenir radieux : une fission française », théâtre-débat de et par Nicolas Lambert. Soirée parrainée par les Amis de la Terre

### **Tribune 343 salauds : « 343 réacs, sexistes et machistes » (Laurence Cohen - PCF)**

Le débat parlementaire n'a pas encore commencé sur la proposition de loi « Lutte contre le système prostitutionnel » de la Députée Maud Olivier, que déjà certains hommes réagissent.

Les féministes, ces harpies, voudraient les empêcher d'aller voir « leurs putes » et oseraient porter atteinte au plaisir masculin.

La tribune « des 343 salauds : touche pas à ma pute » qui va être publiée prochainement témoigne de la persistance de comportements machistes et sexistes.

Pour ces messieurs, dont certaines « célébrités », le libre accès à la prostitution fait partie de leur liberté, interdiction d'y toucher !

Que leur plaisir passe par la soumission des femmes, par des rapports monnayés ne leur pose aucun problème. Le plaisir masculin unilatéral est pour eux la normalité, les violences qu'il occasionne n'est qu'un détail.

C'est faire fi de la réalité de la prostitution, de la domination exercée sur des individus, majoritairement des femmes, des réseaux mafieux qui considèrent le corps des femmes comme une marchandise.

Le PCF rappelle qu'il est favorable à l'abolition de la prostitution et signataire de l'appel « Abolition 2012 ».

La France, pays abolitionniste doit mettre en accord ses paroles et ses actes. La pénalisation du client est un moyen de faire prendre conscience qu'il n'y aurait pas de prostitution sans demande de ces messieurs.

L'argent ne peut pas tout acheter.

Contrairement à ces 343 réacs, d'autres voix s'élèvent, y compris masculines, tel que le collectif zéro macho où 1880 hommes disent non à la prostitution ou bien encore sur l'appel « jeunes pour l'abolition » lancé par les organisations de jeunesse qui dénonce le système prostitutionnel et rappelle, avec justesse et humour, que la prostitution n'est pas un métier.

Pour les communistes, l'émancipation humaine ne peut souffrir de l'asservissement de quiconque.

### **Écotaxe : « Le gouvernement doit cesser sa politique à la petite semaine »**

En annonçant la suspension de l'écotaxe, le Premier Ministre a pris la seule décision possible face à la situation induite par la cristallisation des mobilisations et des tensions. Pour autant, l'écotaxe ne doit pas être rejetée par principe.

Sa mise en œuvre doit s'inscrire dans une réflexion globale sur la transition écologique des territoires, par le développement du ferroutage, la relocalisation et la transformation des modes de production et de distribution.

Cette annonce ne répond cependant pas à l'ensemble du malaise et de l'exaspération qui s'expriment aujourd'hui en Bretagne.

La suspension de l'écotaxe n'apporte aucune réponse à la situation de l'agroalimentaire et à la multiplication des fermetures d'usines qui touchent directement les salariés bretons.

Ce dont ont besoin nos concitoyens, c'est de perspectives de changement à gauche. Le gouvernement doit cesser cette politique à la petite semaine faite d'annonces et de reculades successives. La France a besoin d'un gouvernement de gauche solide et non d'un "Exécutif girouette".

### **Assassinat de deux journalistes de RFI au Mali : « l'effroi » (PCF)**

L'enlèvement à Kidal et la mort de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, journalistes expérimentés de RFI, nous plongent dans l'effroi. Nos pensées les plus fraternelles se tournent à cette heure vers leurs familles et leurs proches, leurs amis, leurs collègues de RFI.

Pourquoi ces deux reporters qui préparaient des émissions spéciales pour les 7 et 8 novembre n'ont-ils pas bénéficié de protection dans l'exercice de leur profession ?

La guerre du Mali est comme toutes les guerres une sale guerre qui n'épargne ni les civils, ni les journalistes qui, malgré le danger, remplissent leur mission d'informer le monde, la France, sur les terribles réalités que vivent les Maliens et leur volonté de reconstruire le pays.

### **Colonies/Palestine : Le PCF condamne l'attitude et l'action du gouvernement Netanyahu**

Le gouvernement israélien préfère le chaos, la guerre totale, à toute paix négociée. C'est ce qu'il faut comprendre de cet acharnement à, simultanément, concéder de rares libérations de prisonniers politiques palestiniens, et annoncer et entreprendre des milliers de constructions nouvelles dans les colonies. C'est claquer la porte du dialogue quand on a feint de l'accepter.

Dans le même temps, les opérations militaires israéliennes à Gaza, sous blocus israélien depuis 6 ans, atteignent à nouveau un seuil critique. L'« accrochage » frontalier du 31 octobre s'avère l'incident le plus sérieux dans le territoire palestinien depuis l'opération « Pilier de Défense » de 2012. Et la population gazaouie est, aujourd'hui 2 novembre, privée d'électricité dont le retour dépend entièrement du bon vouloir d'Israël.

L'objectif global est, en « séparant » Gaza de la Cisjordanie, d'empêcher de facto la solution à deux États. La politique du gouvernement de Benyamin Netanyahu est entièrement vouée aux colons israéliens. Elle organise la ségrégation en Israël et la déportation des populations bédouines du Néguev, avec la loi Praver ; elle poursuit le développement d'implantations coloniales, en particulier à Jérusalem-Est dans le but de « détacher » Jérusalem de la Cisjordanie ; elle aggrave la spoliation des terres et des ressources naturelles à commencer par l'eau ; elle cherche à étrangler la population palestinienne qui vit déjà dans une situation effroyable. C'est la politique du pire. Et cette politique est contraire aux intérêts d'Israël de vivre en paix et en toute souveraineté.

Le PCF condamne l'attitude et l'action du gouvernement Netanyahu qui sabote toute perspective de solution négociée et de paix.

Nous réaffirmons notre soutien à la campagne internationale de boycott des produits des colonies, et demandons expressément au gouvernement français de ne pas se dérober à la directive contraignante adoptée par l'Union européenne concernant les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est.

Le PCF soutient et s'associe pleinement à la campagne internationale lancée le 24 octobre par Ahmed Kathrada, vétéran de la lutte anti-apartheid, pour la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens et de Marwan Barghouti, député palestinien et dirigeant de l'OLP. La libération des 5 000 prisonniers politiques palestiniens n'est pas seulement la condition de la paix, elle en est la voie privilégiée.

## Les employés du Lutetia ne sont pas des salariés Kleenex

Les salariés du l'hôtel de luxe Lutetia se sont déclarés en grève reproductible à partir d'aujourd'hui (31/10). Le Parti Communiste Français leur apporte tout son soutien dans la lutte qu'ils mènent pour une meilleure prise en charge lors des 3 ans de fermeture de l'établissement pour travaux.

Depuis l'annonce de la fermeture temporaire de l'hôtel, la direction n'a formulé que des propositions à minima pour les 300 salariés qui vont être privés de leur emploi. Ces derniers réclament notamment l'application d'un chômage partiel à 100% durant les 3 ans, la mise en place de plans de formation, ou encore l'amélioration des conditions de départ volontaire.

Les employés du Lutetia ne sont pas des salariés Kleenex !

Le groupe israélien ALROV, propriétaire du Lutetia, dont les bénéfices annuels sont colossaux, doit assumer ces responsabilités et l'État veiller à la validité du plan annoncé. Le PCF se joindra à la manifestation des salariés à 12h devant le Lutetia.

## Le PCF salue le courage des otages libérés et de leur familles

Nos compatriotes Pierre Legrand, Marc Feret, Thierry Dol et Daniel Larribe, enlevés le 16 septembre 2010 au Niger, sont désormais libres et de retour en France. Le PCF se réjouit de leur libération et leur adresse toutes ses amitiés en leur souhaitant la bienvenue au pays. Nous saluons le courage qui fut le leur et celui de leurs familles et proches, tous extrêmement éprouvés par cette épreuve inhumaine. L'action du gouvernement nigérien a enfin porté ses fruits et nous ne pouvons que nous en féliciter. L'heureux dénouement de cet enlèvement long de 1 000 jours vient rappeler cependant l'exécution de Philippe Verdon (confirmée en juillet) et le fait que sept Français demeurent retenus en otages en Syrie, au Nigeria et au Mali.

Revendiqués par des groupes armés islamistes, ces prises d'otages sont des actions criminelles aux objectifs purement vénaux. L'Afrique de l'ouest, le Sahel, en particulier, sont, a fortiori, depuis l'intervention « occidentale » en Libye le théâtre d'une insécurité et d'une instabilité constantes où pullulent bandes armées criminelles qui pillent les populations et organisent des trafics d'armes.

La France n'est pas sans responsabilité dans cette situation ; et la présence de troupes et bases militaires n'est pas pour résoudre le problème mais pour le contenir. Il faut encore que les autorités françaises reconsidèrent la politique de la France en Afrique et la présence d'entreprises françaises qui exploitent les ressources du continent pour les exporter et non pour le développement de l'Afrique.

C'est cette politique qu'il faut changer, la politique étrangère de la France doit impérativement viser de nouveaux buts – le développement et la lutte contre les inégalités sociales et économiques, la solidarité et la coopération mutuellement profitable, le respect des souverainetés des États africains, l'appui à la construction ou la consolidation des puissances publiques.

En Syrie, l'action inconsiderée du président et de son ministre des Affaires étrangères qui ont mis leurs pas dans ceux du gouvernement précédent et poussé à une escalade militaire a mis en danger deux journalistes qui ne faisaient que leur métier.

Le PCF urge le président François Hollande et Laurent Fabius d'agir pour la réunion effective de la conférence de la paix Genève 2, le cessez-le-feu et l'arrêt de toute livraison d'armes ou soutien indirect à ces livraisons.

L'avenir de la Syrie appartient aux Syriens, comme celui du Mali aux Maliens, et la responsabilité de la France est de toujours? et en toutes circonstances? contribuer à créer les conditions politiques de la maîtrise par les peuples de leur destinée.

## Investiture FN de Marionnaud à Clamart : « un fumet peu ragoutant »

Le Groupe chinois AS Waston qui possède l'enseigne Marionnaud a fait savoir qu'il se désolidarise des prises de position qui « n'engagent que (lui) » Bernard Marionnaud. L'ancien patron de l'enseigne de parfumerie sera effectivement le candidat du FN à Clamart. A 2 mois des fêtes de Noël, cette candidature fait tâche pour le groupe de distribution de parfums.

Cette investiture du FN dévoile le véritable visage du parti d'extrême droite, seulement intéressé par l'argent et le pouvoir. Présenter à Clamart un ancien patron qui a vendu ses magasins pour qu'ils finissent par appartenir à un groupe étranger ne manque pas de sel. Des ventes successives qui se sont traduites par des centaines de licenciements malgré les promesses de ne pas supprimer d'emploi...

Oubliées les déclarations sur le nécessaire protectionnisme pour défendre les intérêts français. L'escroquerie politique qu'est en réalité le Front national éclate au grand jour et fait éclore un fumet peu ragoutant.

« Tête haute, mains propres » tel était le slogan du parti d'extrême droite. « Tête basse, mains pleines », voilà le nouveau slogan du FN, version Marionnaud.

Olivier Dartigolles, Porte-parole du PCF

## Théo Vial-Massat "Le PCF perd un grand dirigeant politique, un camarade respecté, un homme simple et chaleureux"

C'est avec la plus grande tristesse que nous avons appris le décès de Théo Vial-Massat. Résistant, député-Maire de Firminy (Loire), membre de la direction nationale du PCF, Théo était un homme d'exception qui toute sa vie a combattu l'injustice. Militant respecté, homme politique reconnu, il fut de tous les combats pour l'émancipation, la paix et l'égalité.

Aujourd'hui, notre Parti perd, un grand dirigeant politique, un camarade respecté, un homme simple et chaleureux. Son souvenir restera un exemple pour les jeunes générations et nous continuerons à nous battre sans relâche pour les combats qui au-delà du temps, au-delà des époques et des générations, unissent l'ensemble des communistes et des progressistes qui ne se résolvent pas à la violence et l'injustice de notre monde.

**L'HUMANITÉ DIMANCHE**  
N° 385. DU 31 OCTOBRE AU 6 NOVEMBRE 2013

**ESPIONNAGE**  
Les révélations exclusives d'un ancien agent de la NSA  
PAGE 68

**OÙ VA LA COLÈRE BRETONNE?**

COMMENT LE PATRONAT ET LA DROITE TENTENT D'UTILISER L'EXASPÉRATION SOCIALE POUR ENTERRER TOUT ESPOIR À GAUCHE  
REPORTAGE ET ANALYSE PAGE 22

TV TOUS LES PROGRAMMES DE LA SEMAINE  
+ NOTRE SÉLECTION

N° 385 du 31 octobre au 6 novembre 2013  
M 04837 385 - F 2,90 €

## Retraites, emploi : un aveuglement coupable pour les jeunes

le 30 octobre 2013

La précarité c'est pas un métier



Aujourd'hui s'est tenu le rassemblement des forces syndicales et politiques opposées devant le Sénat pour contester la réforme des retraites. Ce rassemblement s'est déroulé alors que la commission des lois du Sénat a rejeté le projet de loi qui prévoit notamment l'allongement de la durée de cotisation, véritable camouflet pour le gouvernement.

Alors que le gouvernement continue d'ignorer les attentes populaires malgré les propositions des organisations syndicales et politiques pour une réforme juste, cette mobilisation vient rappeler l'impasse des solutions d'austérité préconisées par la majorité actuelle. Alors que les chiffres du chômage ont encore montré une détérioration de la situation sociale, notamment chez les jeunes (+3%), le gouvernement s'entête dans une nouvelle régression.

Il est plus que jamais nécessaire de s'attaquer à ce mal endémique car c'est bien le cœur de notre système de solidarité qui se joue ici. S'attaquer aux sources du chômage, c'est redonner du sens au travail et de la dignité à tous ceux qui font la richesse de notre pays. C'est reprendre enfin le pouvoir contre les logiques financières qui cherchent le moins-disant social. C'est permettre à chaque jeune d'être en formation ou en emploi afin de construire son parcours de vie.

C'est le sens des revendications visant à faire reconnaître les années d'étude dans le calcul des annuités et à renforcer le contenu en termes de droits et de qualifications des stages, des périodes d'apprentissage et d'alternance.

C'est ce que nous ferons entendre dans le cadre des ateliers législatifs proposés par le groupe Communiste Républicain et Citoyen du Sénat.

## Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie : <http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



A lire

**L'Humanifeste du PCF** "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

**Économie & Politique**

"Changer l'utilisation de l'euro"



## Pour Khatchik, Leonarda et tous les citoyens de seconde zone, on ne lâche rien !

le 22 octobre 2013

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France, par l'intermédiaire de son secrétaire général Nordine IDIR, a déposé une plainte aujourd'hui devant la commission des requêtes de la Cour de Justice de la République contre Manuel Valls, Ministre de l'Intérieur, dans l'affaire Leonarda DIBRANI.

Nordine IDIR porte plainte contre le Ministre de l'Intérieur pour mise en danger de la personne, notamment pour risques causés à autrui, pour délaissement de mineur-e-s ainsi que pour mise en péril de mineur-e-s.

En effet, le MJCF considère que l'application actuelle de la loi et les choix faits par l'administration, sous tutelle du Ministre de l'Intérieur, sont contraires aux intérêts de la famille DIBRANI, au respect de la dignité humaine et de la sécurité garantis par le bloc de Constitutionnalité. Nous estimons ainsi que le Ministre est pénalement responsable devant la justice de mettre en danger une famille entière avec leurs enfants mineur-e-s en les expulsant dans un pays qu'ils ne connaissent pas ou peu, dont ils ne parlent pas la langue et qui a été retiré de la liste des pays d'origine sûre par un arrêt du Conseil d'État en mars 2012.

Aujourd'hui dans notre pays des dizaines de milliers de personnes étudient, travaillent, payent des impôts, ont des vies de familles, des enfants à l'école. Ils participent à la vie sociale et économique du pays mais sous prétexte de ne pas avoir la nationalité française, ils sont traqués et risquent chaque jour une mesure d'éloignement comme en ont été victimes récemment Khatchik et Leonarda.

Le Mouvement des Jeunes Communistes sera intransigent avec ce Gouvernement quant aux politiques migratoires s'il ne réalise pas le changement de cap à gauche promis et nécessaire pour rompre avec les pratiques mises en places pendant dix années de droite qui ont entraîné une banalisation des idées fascistes dans notre pays, à tel point que l'UMP propose aujourd'hui d'en finir avec cette conquête social qu'est le droit du sol.

Nous exigeons donc du Gouvernement un changement de braquet législatif à gauche quant à l'éloignement des résidents étrangers en situation irrégulière et le droit de vote -et d'éligibilité - des résidents étrangers.

Si tel n'est pas le cas nous multiplierons les mobilisations comme le 5 novembre prochain et les actions en justice partout en France afin de leur faire reconnaître un droit fondamental : Celui d'être des citoyens à part entière.



Vous trouverez ici une copie de ladite plainte : [http://www.jeunes-communistes.org/sites/default/files/plainte\\_mjcf\\_valls\\_cjr\\_bis\\_0.pdf](http://www.jeunes-communistes.org/sites/default/files/plainte_mjcf_valls_cjr_bis_0.pdf)

## ¡ República, poder popular y educación pública !

le 23 octobre 2013

Le 10 Octobre dernier, le congrès espagnol a adopté la LOMCE, la nouvelle loi sur l'éducation qui touche l'ensemble du système éducatif espagnol, de la maternelle à l'Université. Cette nouvelle loi, pour répondre aux objectifs de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur d'ici 2015, définit désormais la qualité de l'éducation dans le seul but de l'efficacité économique. Tout cela passe donc par la rationalisation des parcours éducatifs : en clair, la détection précoce des « meilleurs » qui permettra aux établissements d'obtenir les financements dans un contexte d'austérité drastique.

Alors que la religion sera une matière à part entière en primaire et en secondaire et les langues régionales des options, la LOMCE accentue clairement la distinction entre formations professionnelles et généraux au lycée dès 14-15 ans, et la dernière année de lycée obligatoire se ne limite plus qu'à quatre matières. Avec les concours d'entrée au baccalauréat et à l'Université payants, les frais de scolarité universitaires toujours plus élevés et les bourses d'études encore plus soumises au mérite, cette nouvelle loi constitue une régression majeure pour les jeunes Espagnols issus des classes populaires. Dans un pays où le taux de chômage des jeunes atteint les 56% , la LOMCE va avant tout condamner toujours plus de jeunes Espagnols à la galère quotidienne, au travail précaire, voire au chômage de longue durée.

À l'appel de plusieurs syndicats étudiants, une « Semaine de Lutte » est donc organisée en Espagne du 21 au 25 Octobre contre cette loi régressive et le nouveau décret de bourses étudiantes, avec une grève générale pour Jeudi 24 Octobre.

Alors que partout en Europe, la casse des services publics de l'éducation et de l'enseignement supérieur est actuellement à l'œuvre, les Étudiants Communistes tiennent à affirmer leur fort soutien et leur pleine solidarité avec les étudiants espagnols dans leur lutte pour une éducation publique et laïque de qualité pour tous.

## Un véritable statut professionnel pour les diplômés

Le statut d'auto-entrepreneur sert, depuis sa création, à déguiser des conditions de travail indignes. On est téléopérateur, vendeur ou graphiste sous le statut d'auto-entrepreneur... On réalise le même travail qu'un téléopérateur, un vendeur, ou un graphiste, à la différence près qu'on est payé au lance-pierre, qu'on n'a pas accès aux conventions collectives de son entreprise, et qu'on peut être remercié du jour au lendemain. Ce statut impose simplement des conditions de vie plus rudes aux salariés, et leur offre une autoroute royale pour le chômage : aujourd'hui, un tiers des auto-entrepreneurs sont demandeurs d'emploi.

Chômage, bas salaires, précarité professionnelle : c'est le modèle que Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur, propose aux étudiants. Elle propose en effet la création d'un Diplôme d'Université « entrepreneurial » pour enfermer les étudiants et les diplômés dans ce statut dégradé. Les diplômés exercent un métier, pour lequel ils se sont formés et pour lequel ils sont salariés ; Fioraso s'attache à détruire leurs droits professionnels quand il faudrait les élargir, les pérenniser et les approfondir, y compris pour répondre aux nouveaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Le monde du travail a besoin de vrais diplômés et non de vagues certifications « entrepreneuriales », de vrais métiers, et de droits qui mettent les conditions professionnelles des salariés à la hauteur de leur travail quotidien.

Cette nouvelle orientation ministérielle est une impasse pour le pays, une de plus, qui fait le pari de la précarité, du chômage et de la régression économique. Les étudiants communistes s'engagent en faveur d'un véritable statut professionnel, de la reconnaissance du diplôme dans les conventions collectives et d'une grille salariale ferme qui garantit aux diplômés des conditions minimales d'emploi et de salaire.

## Expulsion d'un camp de Roms à Lille

le 29 octobre 2013

Les étudiants communistes de la Métropole Lilloise expriment leur indignation face à la brutalité de l'expulsion des Roms, dont le campement était établi dans le quartier « Quatre Cantons » à proximité de l'Université Lille 1.



Cette expulsion a lieu à quelques jours seulement de la trêve hivernale qui commence au mois de novembre, sans aucune solution de relogement pour ces populations, parquées devant le métro, leurs caravanes étant emmenées à la fourrière et qui seront sûrement détruites (faute de pièces d'identité françaises pour les récupérer).

Fait notable, cet acte de police a lieu au moment même où les autorités appelaient l'ensemble de la population à la prudence au regard des conditions météorologiques.

Les Roms sont une nouvelle fois victimes de la machine administrative et policière, qui ne fait qu'appliquer des règles de droit froides et abstraites sans aucune prise en considération des Humains qui sont en souffrance.

La situation des Roms témoigne non seulement d'une hypocrisie des autorités nationales Françaises, dans la mesure où ils doivent obéir à un statut dérogatoire qui les empêche d'exercer certains métiers, mais également de l'hypocrisie des institutions de l'Union Européenne qui ne prend pas la mesure de la réflexion nécessaire globale à l'intégration de ces populations qui vivent dans leur pays d'origine des conditions d'extrême précarité.

A ce jour, rien n'est fait pour permettre aux 20 000 Roms recensés sur notre territoire de vivre dignement sur le sol de la République. Au contraire, ils apparaissent comme une variable politicienne qui permet de diviser les Français.

Cette situation est intolérable, des êtres humains sont instrumentalisés pour l'entretien de la division et de la haine, dans un arrière plan de « crise », de rigueur, d'austérité et de racisme ordinaire. Ce contexte obscur n'est pas sans rappeler les pires heures de l'histoire de l'Europe...

Pendant ce temps, rien sur l'évasion fiscale qui coûte des dizaines de milliards d'euros à l'État Français, rien sur les cadeaux fiscaux aux plus riches, rien sur le projet de loi de finances qui réduit encore les marges de manœuvre des collectivités, rien sur les inégalités croissantes en France, rien sur la précarisation étudiante. Les quelque 20 000 Roms sont accusés de tous les maux, et pourtant des citoyens français n'hésitent pas à diviser la République et à accumuler les richesses sans en faire profiter l'intérêt général ...

A quelques jours seulement de l'épisode Léonarda, c'est une nouvelle faute grave pour le Gouvernement, qui s'inscrit dans la continuité de la politique de division de la droite, alors que les valeurs républicaines de Fraternité, de Solidarité, de Respect, devraient guider l'action des autorités nationales.

Mathieu BAYART, Secrétaire du Secteur de l'UEC Lille

Morganne PAYEN, Secrétaire à l'Organisation de l'UEC Lille, Étudiante à Lille 1

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU CONSEIL RÉGIONAL  
24 et 25 octobre 2013

038

**Vœu de l'exécutif  
relatif à l'assurance maladie des frontaliers  
travaillant en Suisse**

**Exposé des motifs :**

L'apport des travailleurs frontaliers à l'économie rhônealpine est substantiel et participe au développement des territoires frontaliers.

Selon l'Accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne, entré en vigueur en 2002, les frontaliers domiciliés en France et travaillant en Suisse sont en principe affiliés au régime suisse d'assurance maladie (LAMal). Ils peuvent cependant demander à titre optionnel leur affiliation au régime de sécurité sociale français (CMU).

A titre dérogatoire, et de façon limitée dans le temps (31 mai 2009 puis 31 mai 2014) la loi française a permis aux travailleurs frontaliers d'exercer ce droit d'option en souscrivant un contrat auprès d'une assurance maladie privée.

Au 1er juin 2014, ce droit d'option des travailleurs frontaliers en faveur des assurances maladie privées ne pourra être poursuivi en l'état, ces travailleurs devant réintégrer le régime général de sécurité sociale, comme cela était prévu par la loi du 31 octobre 2006.

Il est par conséquent nécessaire de concevoir une issue favorable à ces travailleurs dans le respect d'un principe d'équité et dans le souci de la meilleure prise en compte possible de leurs spécificités.

**Vœu :**

**La disparition du libre choix de l'assurance maladie aura des conséquences pour les frontaliers comme pour leurs régions d'origine. Le Conseil régional de Rhône-Alpes demande au Gouvernement d'accorder la plus grande attention à la situation spécifique des travailleurs frontaliers.**

**Une période de transition est nécessaire pour permettre à ces personnes dont les situations sont diverses, de préparer dans les meilleures conditions possibles leur intégration, au sein de la sécurité sociale, dans un régime spécifique de couverture maladie. La problématique de la poursuite des soins de longue durée dans leur pays d'emploi pour des maladies graves devra être particulièrement garantie.**

**Dans le respect des accords européens et des conventions franco suisses, au-delà des cas d'urgence déjà pris en compte, cette période transitoire devrait pouvoir permettre l'étude d'une véritable politique de soins transfrontaliers ouverts à toutes les populations dans des spécialités médicales définies pour créer à terme un territoire de santé transfrontalier.**

**Ainsi le Conseil régional Rhône-Alpes apporte son soutien aux travailleurs frontaliers dans le respect de leurs intérêts tout en se souciant de la garantie de la cohésion sociale du territoire rhônalpins.**

## Bonnets rouges et écotaxe : justes combats et faux-semblants

<http://quimper.pcf.fr/45820>

Juste combat, celui de ces salariés de l'agroalimentaire, en Bretagne et ailleurs, laissés par milliers sur le carreau par les folles stratégies de leurs patrons, entreprises familiales comme Doux ou grosses coopératives comme la Cecab, lancés dans la course à la mondialisation capitaliste. Et quand le dumping social produit le désastre annoncé, la variable d'ajustement c'est toujours la vie des salariés, de leurs familles, de leurs territoires, mis en concurrence par les responsables mêmes de ce désastre.

Ces salariés ont raison d'interpeller le gouvernement qui n'a pas apporté de réponse à la hauteur de leur détresse et du démantèlement de l'outil industriel.

Juste combat, celui des petits paysans et particulièrement des éleveurs, victimes collatérales de la crise du secteur agroalimentaire. Coincés entre les exigences de leurs fournisseurs et des banques, et celles des grands distributeurs, livrés à la concurrence soi-disant libre et non faussée, ils ne peuvent obtenir la juste rémunération de leur travail qui leur permettrait de vivre dignement, de pérenniser leurs exploitations, et de pratiquer une agriculture de qualité répondant aux besoins des consommateurs et assurant notre souveraineté alimentaire.

Juste combat encore celui de ces salariés, artisans, commerçants, petits entrepreneurs victimes eux aussi de l'effondrement des piliers de l'activité économique bretonne.

Et si l'écotaxe, dont le décret de création a été signé entre les 2 tours de l'élection présidentielle par le 1er ministre de Sarkozy, n'est pas la raison principale de la crise actuelle dont les causes sont plus profondes et anciennes, il n'en reste pas moins que, dans ce contexte, sa mise en œuvre en janvier, même atténuée, aurait plombé encore un peu plus la situation économique de la Bretagne, déjà très fragilisée et lourdement pénalisée par sa position excentrée. Il était urgent d'adopter un moratoire, comme le demandaient les élus communistes, il faut maintenant mettre toutes les questions sur la table avec toutes les parties concernées.

Juste combat que celui de tous ceux et celles qui veulent vivre, décider, travailler au pays, comme on disait en Bretagne dans les années 70. Et plus que jamais nécessaire aujourd'hui où les marchés financiers font peser leur loi d'airain à une échelle sans précédent, détruisant l'emploi, les activités humaines, les territoires, faisant exploser la pauvreté et les inégalités, dépossédant les citoyens de la possibilité de décider librement de leur présent et de leur avenir.

La filiation avec la révolte des Bonnets Rouges, anticipant la Révolution française qui allait mettre à bas le régime féodal, sonne juste.

Car c'est une autre féodalité qu'il s'agit d'abattre aujourd'hui, celle de la finance, comme l'avait promis François Hollande dans son discours vite oublié du Bourget.

Mais l'on croit rêver quand on voit les dirigeants du plus grand syndicat agricole, ceux des grosses coopératives dont le fonctionnement n'a plus de coopératif que le nom, qui ont été et sont des acteurs majeurs de cette agriculture productiviste et financiarisée aujourd'hui en crise, enfiler le bonnet rouge des justes révoltes et se déclarer solidaires des paysans ruinés et des salariés à la rue !

Comme ces patrons des groupes agroalimentaires, ceux-là mêmes qui jettent actuellement des milliers de salariés hors de l'emploi et traitent si mal ceux qui restent.

Comme le dirigeant finistérien du Medef, en 1ère ligne avec son bonnet rouge, obligamment fourni par un patron quimpérois, celui d'Armor-Lux, qui a délocalisé la majorité de sa production à l'étranger.

On croit rêver aussi quand on entend les principaux responsables finistériens de cette droite sarkozyste qui a saigné notre pays et la Bretagne se proclamer défenseurs des gens du peuple.

On croit rêver encore quand on voit ces dirigeants de la grande distribution, dont les propres salariés subissent bas salaires et conditions de travail insupportables, et qui pressurent les paysans, leur imposant une sous-rémunération de leur travail, appeler à sonner le tocsin pour l'économie bretonne !

Tous les patrons de choc qui crient contre l'impôt n'ont en réalité d'autre but que d'accroître leurs privilèges, d'obtenir à leur profit de nouveaux allègements d'impôts et de taxes qui viendront s'ajouter aux milliards d'euros déjà acquis, vidant les caisses publiques de notre pays et servant de prétexte à de nouvelles mesures d'austérité au détriment des salariés, des retraités, des familles.

Leur combat n'est pas le nôtre.

La population bretonne ne se laissera pas abuser par ces faux-semblants.

Avec elle, nous continuerons à lutter pour une société débarrassée de la domination des marchés financiers, une société où l'humain prime sur l'argent.

## Incendie de l'incinérateur de Fos. Le Député-Maire de Martigues inquiet

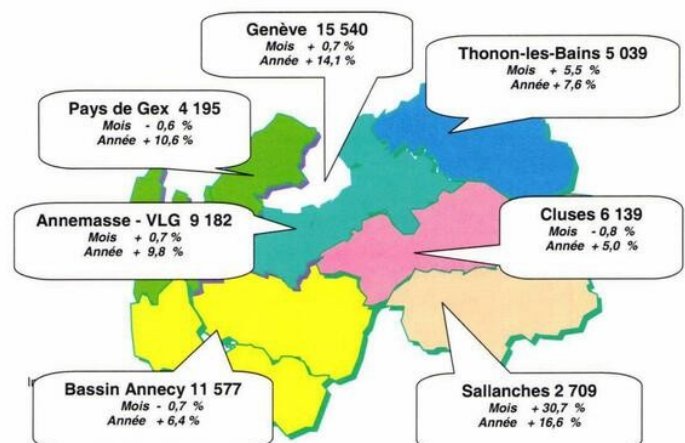
Gaby Charroux (PCF), Député de la 13e circonscription et Maire de Martigues, estime que « les causes de cet incendie qui survient après d'autres incidents sur cette unité doivent rapidement être définies » et s'étonne « de ne pas avoir rencontré sur place un seul représentant de la communauté urbaine de Marseille », rappelant que « l'incinérateur de Fos, auquel les populations étaient opposées, élimine les déchets des 18 communes de MPM. La mise à l'arrêt de cette unité ne doit, en aucun cas, pénaliser les salariés qui y travaillent tout autant que les collectivités territoriales qui ont, à l'image de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, mis en œuvre des solutions écologiques et performantes dans le cadre du service public », conclut-il.

La Marseillaise, le 4 novembre 2013

## Le chômage en Haute-Savoie



Nombre de demandeurs d'emploi à fin septembre 2013  
- évolutions mensuelle et annuelle -





## L'embargo étasunien contre Cuba condamné pour la 22ème fois par l'Assemblée générale de l'ONU

[http://www.editoweb.eu/nicolas\\_maurly/L-embargo-etatsunien-contre-Cuba-condamne-pour-la-22eme-fois-par-l-Assemblee-generale-de-l-ONU\\_a6980.html](http://www.editoweb.eu/nicolas_maurly/L-embargo-etatsunien-contre-Cuba-condamne-pour-la-22eme-fois-par-l-Assemblee-generale-de-l-ONU_a6980.html)

Mercredi 30 Octobre 2013



L'assemblée générale des Nations unies a voté mardi pour la 22ème fois en faveur d'une résolution qui condamne l'embargo américain contre Cuba, en vigueur depuis plus de 50 ans. Comme l'an dernier, 188 pays ont voté en faveur de cette résolution. Seuls les États-Unis et son allié israélien ont voté contre.

La Micronésie, les Îles Marshall et Palau, trois nations du Pacifique qui votent habituellement comme les États-Unis, se sont abstenus cette année.

"Les dégâts humains qu'engendre le 'blocus' sont incalculables. Il provoque des souffrances et constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme", a déploré Bruno Rodriguez, le ministre cubain des Affaires étrangères. Cuba a dû encaisser des pertes de plus de 1000 milliards de dollars à cause de l'embargo depuis sa mise en place en 1962 sous l'administration de John F. Kennedy, selon Bruno Rodriguez.

L'Assemblée « demande de nouveau instamment » à tous les États de faire le nécessaire pour les abroger ou pour en annuler l'effet dès que possible.

### LE BLOCUS DES ETATS-UNIS CONTRE CUBA

#### Un cas de génocide

#### LIVIA RODRIGUEZ DELIS

DEPUIS que la réserve fédérale des États-Unis a sanctionné en 2004 une banque suisse d'une amende de 100 millions de dollars (84 millions d'euros) pour avoir envoyé de l'argent à Cuba, entre autres pays, la Cubaine Maria Gonzalez, secrétaire d'une entreprise et mère célibataire, a cessé de recevoir l'aide économique que lui envoyait son fils de l'étranger.

« Je ne comprends pas pourquoi ils font cela. Nous n'avons commis aucun crime. Heureusement, mon fils est en bonne santé et mes problèmes ne sont qu'économiques, mais je connais des enfants malades, qui ont besoin d'un traitement spécial, et leurs médicaments tardent à arriver. On doit aller les acheter dans des pays lointains alors qu'ils pourraient être achetés tout près, aux États-Unis. »

Le blocus des États-Unis contre Cuba continue d'être pour le peuple cubain une réalité inhumaine, qui se matérialise par des dommages dont tous les secteurs de l'île ont souffert depuis plus de 50 ans.

Le Rapport de Cuba sur la Résolution 67/4 de l'ONU, qui sera débattu et soumis au vote pour la 23e fois, le 29 octobre prochain, démontre que la politique génocidaire se poursuit, ainsi que les affectations provoquées qui, considérant la dépréciation du dollar face à la valeur de l'or sur le marché international, s'élevaient à plus de mille milliards de dollars, au mois d'avril de cette année.

Nombreux sont les exemples qui confirment la détermination du gouvernement nord-américain de maintenir cette mesure unilatérale et extra-territoriale, en ignorant la réprobation qu'elle suscite au sein de la communauté internationale, y compris aux États-Unis.

Un article publié le 3 mars par l'agence d'affaires et de finances Bloomberg, signalait que la Maison-Blanche, de 2000 à 2006, a ouvert 11 000 enquêtes aux États-Unis pour de soi-disant violations du régime de sanctions contre Cuba. Cet article précisait également que 7 000 enquêtes ont été réalisées pour les autres pays.

Par ailleurs, l'Administration nord-américaine s'acharne à traquer tout ce qui représente une possibilité d'affaires pour Cuba à travers son Bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC), qui a infligé des amendes très lourdes à des entreprises, des banques et à des organisations non gouvernementales ayant entretenu des relations commerciales avec l'île.

Un exemple : la sanction de plus d'un million de dollars à la Great Western Malting Co., pour avoir facilité la vente, à travers une filiale étrangère, de malt d'origine non étasunienne à Cuba, ou l'amende de plus de 8 millions infligée à la banque Tokio Mitsubishi UFJ, pour des virements financiers impliquant un groupe de pays, dont Cuba, au motif qu'elle violait les sanctions économiques imposées par les États-Unis.

Ridicule la pénalité de 6 500 dollars imposée au citoyen nord-américain Zachary Sanders, pour avoir voyagé à Cuba sans l'autorisation du Département du Trésor, ou l'empêchement de l'achat de 100 exemplaires du livre de Salim Lamrani : État de siège. Les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba, par l'association britannique Cuba Solidarity Campaign à la maison d'édition new-yorkaise Monthly Review Press.

Le fait que Cuba soit obligée d'acheter des médicaments, des réactifs, des pièces de rechange pour des équipements de diagnostic et de traitement, d'instruments et d'autres intrants sur des marchés lointains, ainsi que le recours à des intermédiaires, entraîne un renchérissement très fort des coûts.

Cela a une influence directe sur la population, et provoque une dégradation de la qualité des services sanitaires de la population.

Le secteur de l'alimentation est l'un des plus touchés, car il figure parmi les principaux objectifs du blocus de « rendre par la faim et le découragement la population cubaine ».

Même lorsque l'achat de certains produits agricoles et alimentaires des États-Unis est autorisé, ce type de transaction se fait sous un régime inégal, car Cuba ne peut pas vendre ses produits sur le marché nord-américain, et n'a pas le droit d'utiliser le dollar étasunien dans ses transactions, entre autres restrictions.

L'éducation, la culture et le sport sont également frappés en permanence par cette guerre économique. Du fait de cette politique, Cuba n'a toujours pas accès au marché étasunien, plus proche, pour acheter des fournitures scolaires et des matières premières, ni pour échanger des informations scientifiques, culturelles et sportives.

Tout aussi sévères sont les mesures visant à interdire ou conditionner le développement normal des échanges universitaires, les voyages d'étudiants et de professeurs, le flux d'informations scientifiques par divers voies, la diffusion et la rétribution adéquate en fonction des résultats dans le domaine académique et l'achat d'intrants, de moyens et d'outils pour l'enseignement, la recherche et le travail scientifique en général.

De même que le commerce extérieur, les investissements étrangers sont la cible du blocus économique, en tant que secteurs essentiels du développement cubain.

L'augmentation des coûts du fret et du transport maritime, ainsi que les pressions dont font l'objet les entreprises étrangères, entravent le processus d'investissements et l'économie cubaine en général.

Les secteurs de la construction, du tourisme, des communications, de l'énergie et des mines, de l'aéronautique civile, entre autres, sont également durement frappés, du fait des coûts financiers plus élevés, associés à l'interdiction des transactions bancaires et aux frais additionnels obligatoires auxquels ils sont soumis par la politique obsessionnelle, inhumaine et méprisante des États-Unis contre la Révolution cubaine.

## Jean-Luc Mélenchon est en colère !

<http://antoineblocier.blogspot.fr/2013/10/jean-luc-melenchon-est-en-colere.html>

Les coups de colère de Jean-Luc Mélenchon sont parfois hémériques, parfois caustiques, parfois graves... Mais rarement sans fondement.

Mais tout arrive. Même le pire !

Pour avoir été l'un des initiateurs de l'appel de 120 auteurs de polars à voter pour Mélenchon en 2012, je ne pense pas être suspecté « d'anti Mélenchon primaire ». Mais il faut que je donne mon point de vue. Lequel, comme à l'accoutumée, n'engage que moi.

Jean-Luc dit haut et fort ce que bien des militants (y compris PS) pensent tout bas. Soit !

Son regard est aiguisé, d'où une analyse très souvent pertinente... Mais, à force de vociférer sur tout, ses coups de gueules vont finir par lasser. Les médias se chargent déjà de l'habiller du costume du « Le Pen de gauche ». Un comble pour celui qui a osé aller l'affronter sur place ! Moi-même, qui suis plutôt adepte du parler vrai, même si cela en chatouille quelques uns, je trouve qu'au bout d'un moment ça fait beaucoup.

Et ses coups de gueule, mon ami Jean-Luc les adresse en ce moment aux militants des villes qui auraient pour projet de s'allier avec le PS lors de municipales de 2014.

Son principal argument tourne autour de l'idée que la politique de Hollande est désastreuse et doit être combattue, à tous les échelons et qu'il faut « punir Hollande »... (Ce sont ses mots).

Bien évidemment, je partage son point de vue sur la politique conduite actuellement et les cruelles désillusions qui vont avec.

Mais pour ce qui est de « punir », je trouve que c'est un peu fort de café !

En effet, qui serait « puni », si les élus du Front de gauche, et singulièrement les communistes (dont les compétences sont reconnues dans les municipalités) sont absents des Conseils municipaux ? Ni François Hollande, ni le patronat, mais les habitants des villes.

Si nous pouvons nous en passer si facilement, c'est que nous n'estimons pas très « utile » notre présence dans les municipalités d'union. L'expérience prouve le contraire. La plupart du temps, les élus communistes apportent un regard singulier sur le logement social, sur la politique sociale, sur la culture, sur l'éducation, sur la façon de faire la ville, etc.

Alors, on cède aux injonctions de Mélenchon ou l'on décide au cas par cas ?

Si c'est pour faire de la figuration et ne pas peser dans le débat... Je suis contre les accords avec le PS !

Mais si, là où c'est possible, nous pouvons passer des accords avec le PS et avec les Verts, sans y perdre notre âme, sur la base de valeurs humaines claires et d'objectifs sociaux ambitieux... Je suis pour !

Si, avec certains socialistes, nous nous entendons pour être des remparts face à la crise, y compris lorsqu'elle est gérée au niveau national par le PS... Je suis pour !

Si nous sommes respectés numériquement (ex. 18 % pour le Front de Gauche et 35 % pour le PS lors des scrutins locaux, signifie 1/3 de la liste et des responsabilités pour le Front de gauche)... Je suis pour !

Si, dans nos engagements de gestions les choses sont claires sur les réelles possibilités d'influer sur les contenus de la politique locale, et n'être pas que des supplétifs lors des votes... Je suis pour !

Je ne veux pas diaboliser les militants socialistes dans leur ensemble. Il en est qui sont de véritables citoyens de gauche. Il en est qui sont autant en colère que nous des dérivés du gouvernement. Il est des maires qui démissionnent du PS... Bref, il en est avec qui on peut avancer.

Ce n'est pas partout le cas, loin s'en faut, mais là où c'est possible, tentons d'y parvenir.

Et, là où ce ne sera pas possible, parce que le PS local croit encore, malgré le bilan de son gouvernement, qu'il peut se présenter tout seul devant les électeurs... Alors laissons-les se planter et porter cette responsabilité mortifère.

## La « leçon de choses » d'un député « ordinaire »

<http://andrechassaigne.over-blog.com/article-la-le-on-de-choses-d-un-depute-ordinaire-120843605.html>

Chaque fin de semaine est pour le député que je suis un moment privilégié de l'exercice de mon mandat. Au-delà du bonheur de respirer à nouveau l'air du pays, le face à face avec la population est riche d'enseignements. Ce dernier week-end d'octobre, je n'aurai pas échappé à ce que j'appelle « la leçon de choses du député ordinaire ».

Ainsi, ma participation à l'Assemblée générale de la dynamique Association Départementale des Retraités Agricole (ADRA).

Les anciens paysans, femmes et hommes, sont plus de 200, porteurs de leur quotidien de retraités quasiment tous en dessous du seuil de pauvreté. Ils attendaient beaucoup de la nouvelle majorité, encouragés qu'ils étaient depuis 10 ans, à chaque Assemblée générale, par les envolés lyriques des députés socialistes du département promettant des mesures d'envergure pour remédier à la déplorable situation des travailleuses et travailleurs de la terre.

Au final, l'engagement de porter progressivement à 75 % du SMIC le montant des pensions des carrières complètes des chefs d'exploitation... Une mesure au minima se limitant à mettre simplement en application en 5 ans une décision du gouvernement de gauche en 2002 !

La déception est tellement prégnante, avec une colère retenue, que je me garde bien d'en rajouter, me limitant à souligner ce qui me paraît essentiel : alors que notre pays compte seulement un exploitant agricole actif pour 3,1 retraités, la seule solution est bien évidemment de mobiliser d'autres recettes avec notamment une taxe sur le chiffre d'affaires de l'industrie agroalimentaire, de la grande distribution alimentaire, des banques agricoles, de l'industrie du matériel agricole et des intrants. Le député socialiste présent répond « compétitivité de notre économie » et essaie de s'en sortir en rappelant... les échecs des régimes communistes du siècle dernier ! Le même m'a traité en effet de « stalinien » quand je me suis opposé, à la tribune de l'Assemblée nationale, à la réforme des retraites portée par le gouvernement. Je mesure alors les dégâts dans les regards des participants...

J'assiste aussi à l'Assemblée générale de l'Association des Maires du Puy-de-Dôme.

Dans les salons de l'Hôtel-de-Ville de Clermont-Ferrand, je sens que les élus ruraux rongent leurs freins. Les questions « qui fâchent » émergent cependant, marquant là-aussi déception et colère.

D'abord le découpage des nouveaux cantons, résultat d'une double volonté : réduction de la représentativité des populations rurales ; charcutage électoral au profit du Parti Socialiste.

Mais aussi les diverses mesures qui portent atteinte à nos communes rurales : suppression du PLU communal au profit de l'intercommunalité, suppression de l'assistance technique apportée par l'État aux petites communes pour leurs investissements (ATESAT). Le Préfet s'efforce d'apporter des réponses apaisantes, les parlementaires socialistes d'en atténuer la portée... mais la réalité est là... et je mesure une fois encore les dégâts d'une politique dévastatrice pour nos territoires.

Fort heureusement, deux autres manifestations m'ont apporté un réel plaisir : la pose de la première pierre d'une école rurale et l'inauguration de nouveaux locaux d'une mairie. Parents d'élèves et population locale étaient dans les deux cas présents en nombre autour de leurs élus.

Deux vrais moments de bonheur avec cette belle richesse qu'est le « vivre ensemble » au cœur de ces foyers de démocratie que sont les communes... ces communes que l'on veut effacer de la carte institutionnelle au profit de la compétitivité des métropoles.

## Pour le service public SNCF, les JC du XVème à la rencontre des usagers contre la "réforme ferroviaire"

2000 tracts diffusés à la gare Montparnasse et ce n'est qu'un début! LIEN VERS LE TRACT [http://ddata.over-blog.com/1/17/94/94/TRACTS/131103\\_snfc\\_usagers\\_JC.pdf](http://ddata.over-blog.com/1/17/94/94/TRACTS/131103_snfc_usagers_JC.pdf).

HAUSSE DES PRIX, RETARDS, trains et lignes supprimés  
Assez de cette politique de casse du SERVICE PUBLIC  
Non à la réforme ferroviaire !

D'année en année, la situation est devenue insupportable. Les trains sont de plus en plus souvent en retard. Des horaires ont été supprimés. Les rames sont bondées. Les accidents se multiplient jusqu'au drame, non-élucidé, de Brétigny sur des lignes que nous empruntons chaque jour. Et dans quelques semaines, il neigera peut-être... Les guichets ferment, les automates tombent en panne. Il n'y a plus personne pour nous conseiller. Derrière, de moins en moins de cheminots pour entretenir les voies, les aiguillages.

Dans le même temps, les tarifs s'envolent. Ils sont devenus incompréhensibles. Partir en week-end en Bretagne devient un luxe. Avec la hausse de la TVA, pour payer de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat, le gouvernement va les faire monter de 3%, encore, au 1er janvier. C'est inacceptable !

Ces 30 ans de dégradation du service public ne doivent rien à la fatalité ! C'est le résultat d'une politique, poursuivie par les gouvernements successifs, avec l'Union européenne. Son but est d'utiliser notre besoin de transport public pour détourner notre argent vers la finance, vers le privé.

La nouvelle étape de cette politique de casse, c'est la « réforme ferroviaire ».

Elle doit passer au Parlement en janvier. Massivement, les cheminots avec leurs organisations syndicales s'y opposent et préparent la lutte. Usagers, jeunes, ils défendent notre intérêt, notre droit à la mobilité.

Cette « réforme » n'a qu'un but : préparer la mise en concurrence prévue par l'Union européenne en 2019 du transport de voyageurs. Peu importe qu'elle ait conduit partout, dramatiquement en Grande-Bretagne, à des catastrophes économiques et humaines. Pour les capitalistes, il faut faire éclater la SNCF, nationalisée par le Front populaire. Il faut casser le statut des personnels et l'emploi. Il faut endetter la SNCF, les régions, sur les marchés financiers, pour enrichir les spéculateurs.

L'éclatement de la SNCF permettra de sous-traiter et d'externaliser à des entreprises privées un maximum d'opérations immédiatement profitables pendant que la collectivité paiera les investissements à long terme. Privatisation des profits, nationalisation des pertes : voilà ce que souhaitent le gouvernement et la commission européenne !

par la lutte, faisons échec au plan du gouvernement et de l'union européenne : avec les cheminots, battons-nous jusqu'au retrait de la réforme ferroviaire

Jeunes communistes, nous entendons contribuer pleinement à ce combat qui nous concerne directement, en tant qu'usagers, étudiants, actuels ou futurs salariés.

Nous rejetons l'ensemble de la politique antisociale du gouvernement : casse des retraites, casse de l'université, casse du code du travail, exonérations fiscales pour les patrons. Le démantèlement de la SNCF et du service public nationalisé est au centre de la politique que nous combattons.

Au nom des directives européennes, Hollande et Ayrault ne font que continuer la même politique que leurs prédécesseurs, pour casser nos acquis sociaux et démocratiques, au profit des actionnaires.

Nous militons pour :

- Le GEL DES TARIFS NATIONAUX ET REGIONAUX, l'augmentation du versement transports des entreprises, le financement des investissements par L'ETAT avec appel à l'épargne populaire.

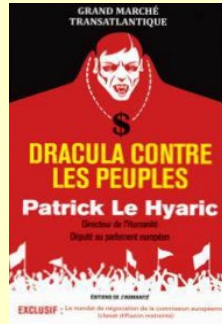
- Le RETRAIT DE LA REFORME FERROVIAIRE — Stoppons les politiques de casse du service public, c'est contre l'intérêt des usagers et contre celui des cheminots.

- Le rejet des directives européennes de libéralisation et de casse du service public — La politique de l'Union européenne est massivement rejetée par les peuples, elle n'a aucune légitimité à être appliquée en France.

- La défense et la reconquête du monopole public de la SNCF - C'est la seule garantie d'un service public de qualité, avec des tarifs réglementés et des garanties de sécurité.

- LE RETABLISSEMENT DES LIGNES ET ARRETS SUPPRIMES CES DERNIERES ANNEES — La fermeture de lignes de TER provoque la mort des territoires non desservis, impossibles à rejoindre sans voiture.

Tu partages nos revendications ? Pour mener la lutte, rejoins les jeunes communistes !



## A LIRE : Nouveau livre de Patrick Le Hyaric " DRACULA CONTRE LES PEUPLES "

Pourquoi surnommer « Dracula » le projet de « grand marché transatlantique » entre les États-Unis et l'Union européenne (UE) ? Parce que, à l'image de Dracula, il « n'aime pas la lumière ! ». Exposé au grand jour, un vampire périt.

Voici le livre qui révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un « marché unique transatlantique ».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

- D'où vient ce projet ? Qui est à la manœuvre ?

- Au service de qui ?

## A voir sur l'internet

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent. <http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

## L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donssep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>



## UNE GRANDE AMBITION POUR LE FRONT DE GAUCHE

La France, ses valeurs de justice, de fraternité et d'égalité sont malmenées. Les populations souffrent des politiques d'austérité, de licenciements, de baisse du pouvoir d'achat. Il est malheureusement devenu évident pour le plus grand nombre que la politique gouvernementale menée par François Hollande et Jean-Marc Ayrault loin de permettre de sortir de l'ornière, aggrave la situation. Elle prolonge et amplifie l'échec creusé par dix ans de politiques de droite. Les citoyens de notre pays constatent des renoncements gouvernementaux chaque jour plus grands, le refus obstiné de s'attaquer à la racine de la crise, le pouvoir de la finance, la poursuite et l'aggravation de la politique d'austérité, la multiplication des cadeaux aux grandes entreprises au nom de la compétitivité et de la baisse du coût du travail; et même la fuite en avant dans des discours qui tournent le dos aux élémentaires valeurs d'humanité qui fondent la gauche. Cette situation provoque le désarroi de millions de citoyens de gauche qui ont voulu le changement en mai 2012. Les élections partielles, marquées par la démobilisation à gauche et les victoires de la droite et de l'extrême-droite, le montrent clairement. La gauche est en danger.

Le risque est grand que se referme durablement sur la France et sur nos concitoyens un piège infernal : ou la poursuite d'une politique gouvernementale qui reste soumise aux marchés financiers et au MEDEF et détruit toujours plus notre modèle économique social et culturel; ou le retour de la droite qui ne ferait que s'enfoncer dans cette voie; ou le recours à l'extrême-droite qui en alliance avec tout ou partie de la droite ne ferait que mener une politique de division et de discrimination des travailleurs, épargnant là encore le capital financier. Voilà à quoi on voudrait réduire le choix du pays ; voilà pourquoi le débat est étouffé sur les causes de la crise ; voilà pourquoi une entreprise continue de banalisation du FN est déployée, l'objectif étant de renvoyer dans ses bras toutes celles et ceux qui cherchent à échapper à une alternance et un bipartisme à bout de souffle.

Dans ce contexte, la responsabilité politique du Front de gauche, de toutes les organisations qui le composent, est plus grande que jamais. Le Front de gauche a été créé pour transformer les rapports de forces à gauche et permettre la participation citoyenne la plus grande.

Le Front de gauche est le lieu du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui considèrent qu'il n'y aura pas de transformation sociale sans une politique en rupture avec les logiques libérales qui souhaitent construire une alternative au gouvernement Ayrault et à sa politique. Le Front de gauche se fixe indissociablement comme objectif un rassemblement majoritaire plus large sans lequel le changement ne peut pas avoir lieu. Contenu et rassemblement sont liés. Le Front de gauche se veut un outil de rassemblement porteur d'un projet politique à vocation majoritaire à gauche. Il doit servir à développer une mobilisation citoyenne large, profonde et durable qui soit utile aux mobilisations sociales et donne corps à cette alternative.

Cette volonté de dynamiser l'engagement individuel et collectif, d'impulser des dynamiques de mobilisation politique, de porter la perspective d'une alternative crédible à gauche sont au cœur du Front de gauche. C'est cette matrice originelle qu'il nous faut aujourd'hui réactiver en faisant franchir une nouvelle étape au Front de gauche. La politique gouvernementale, en tuant l'espoir à gauche, aggrave la crise politique. Nous devons relever de nouveaux défis en construisant un rassemblement qui aille bien au-delà de ce que nous avons déjà construit jusqu'à présent. Très nombreux sont les électrices et les électeurs qui partagent nos valeurs et ne se reconnaissent plus dans la politique gouvernementale. Le Front de gauche doit tendre la main à ces millions de Françaises et Français qui n'en peuvent plus d'attendre le changement, à ces millions de salarié-es, d'électrices et d'électeurs de gauche, socialistes, écologistes, syndicalistes, militantes et militants associatifs, citoyens engagés ou non...

C'est le défi que nous voulons relever dans l'action au quotidien comme dans les prochains rendez-vous électoraux. Quels que soient les débats dans le Front de gauche, naturels vu l'importance des défis politiques à relever, sur la meilleure manière d'atteindre nos objectifs communs dans chacune des échéances à venir, rien ne mettra en doute la volonté et la détermination du PCF à poursuivre dans la durée ce travail de conquête avec le Front de gauche.

Pour avancer sans attendre, le PCF propose, conformément à ce qui a commencé à être discuté dans la coordination nationale du Front de gauche le 14 octobre, d'impulser des campagnes nationales du Front de gauche sur quatre grands thèmes structurants :

une campagne de vérité et de propositions contre le coût du capital et pour rompre avec l'austérité telle qu'elle avait été proposée par Pierre Laurent à la Fête de l'Humanité ; une campagne pour une grande réforme de justice fiscale ; une campagne sur les enjeux européens pour la rupture avec les politiques d'austérité et la refondation d'un nouveau projet solidaire et démocratique pour l'Europe ; une campagne pour la démocratie et la VIème République.

Les deux échéances électorales de 2014 seront elles aussi capitales. Elles s'inscriront dans le travail initié par les forces du Front de gauche pour construire les rassemblements majoritaires auxquels nous aspirons.

Les élections municipales, dans lesquelles nous combattons en toutes circonstances les ambitions de la droite et de l'extrême-droite sont l'occasion de construire des victoires ou des points d'appui utiles aux populations, capables de faire la démonstration que, contrairement au discours gouvernemental, la mise en œuvre de choix politiques de gauche est possible. Elles peuvent promouvoir une réappropriation citoyenne des pouvoirs locaux, et du coup contribuer à l'engagement citoyen pour la modification des rapports de forces nationaux. Elles s'inscrivent dans la visée du Front de gauche de rendre majoritaire des projets transformateurs à gauche. Elles sont l'occasion d'élargir le rassemblement à des femmes et des hommes venus de tous les horizons de la gauche et en accord avec ces projets.

Les désaccords qui ont surgi dans certaines villes entre forces du Front de gauche sur la configuration des listes de premier tour ne doivent pas contrarier l'effort d'ensemble que les forces du Front de gauche ont à produire dans ce sens. Dans le même esprit, pour le PCF le rassemblement de toutes les forces de gauche au second tour pour battre la droite et l'extrême droite doit être la règle.

Les élections européennes seront, elles, le moment d'un intense affrontement pour sortir l'Europe de l'ornière dramatique de l'austérité, du libéralisme et de l'autoritarisme. Nous refusons cette Europe là. Nous voulons que se lève dans toute l'Europe un front large et uni contre l'austérité en rassemblant sur un projet de gauche pour la refondation de l'Europe, avec l'objectif de renforcer le groupe de la GUE-NGL (Gauche unie européenne-Gauche verte nordique) au Parlement européen et les dynamiques politiques impulsées par le Parti de la Gauche Européenne (PGE). Notre convention nationale du 16 novembre travaillera à ce projet. Le PCF propose d'enclencher dès à présent le travail des forces du Front de gauche avec en perspective le congrès du PGE en décembre. La conférence des Présidents du PGE réunis à Madrid ce 18 octobre vient de prendre deux décisions importantes. La première est de soumettre à la décision du congrès du PGE les 14 et 15 décembre à Madrid la candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne, avec l'objectif d'en faire le porte voix des forces anti-austérité en Europe. Cette candidature d'Alexis Tsipras constitue un symbole fort de rassemblement dans toute l'Europe et peut dynamiser les campagnes européennes menées dans chacun de nos pays. La seconde est de confirmer au congrès de Madrid la présidence collective du PGE animée par Pierre Laurent, pour poursuivre l'affirmation d'une force de gauche crédible à l'échelle de toute l'Europe.

L'ensemble de ces défis et le travail de rassemblement auquel ils appellent nourrissent des débats qui traversent aujourd'hui le Front de gauche. La direction du PCF les assume et entend les mener avec la plus grande sérénité, dans un esprit d'ouverture et de dialogue indispensable au sein du Front de gauche et pour son développement. Ces débats sont l'expression de la diversité du Front de gauche et des approches spécifiques des organisations qui le composent. A l'opposé de toute démarche d'exclusion, le PCF réaffirme sa volonté d'accélérer le renforcement et l'élargissement du FDG. Pour cela, la vie du Front de gauche doit être améliorée, rendue toujours plus collective dans son organisation comme dans son porte-parolat. Sa diversité doit être respectée comme doivent l'être les décisions souveraines prises par chacune des organisations qui le composent. Les décisions relatives à l'organisation interne du Front de gauche adoptées à l'unanimité par l'ensemble des organisations membres doivent maintenant être mises en œuvre.

Les citoyens, la gauche, nos organisations ont besoin d'un Front de gauche offensif, dynamique et rassembleur. Le Comité exécutif national du Parti Communiste Français réaffirme cette grande et belle ambition pour le Front de gauche. Il lance un appel à toutes les femmes et les hommes de gauche, à toutes les forces disponibles pour la mettre en œuvre. Ces forces sont nombreuses dans la jeunesse, dans le monde du travail, parmi les militants de tous les partis de gauche y compris au sein du Parti socialiste et d'EELV où montent les critiques contre la politique Hollande-Ayrault. Ensemble, ces forces peuvent reconstruire l'espoir.